

NUSAB 2025

Conseil économique et social

Lettre de cadrage

Présidence de la Commission:

Leona SINANI

Vice-Présidentes de la Commission:

Louise GAC

Loane MONTMASSON

Adresse mail : ces.nusab2025@gmail.com

Monsieur, Madame les délégués,

En tant que cadre de la commission CES de l'ONU nous vous adressons cette lettre de cadrage afin de vous donner un fil conducteur qui vous guidera dans vos recherches. Celles-ci vous aideront à vous préparer au mieux pour le NUSAB 2025 qui aura lieu au Lycée Berthollet à Annecy .

Qu'est-ce que le conseil économique et social ?

Le Conseil économique et social (CES) est une institution qui joue un rôle central dans la formulation de recommandations et d'orientations pour les politiques publiques en matière de développement économique et social. Le CES a été créé en 1946 et son siège est situé au palais d'Iéna à Paris.

Dans le contexte de l'évolution rapide des technologies, le CES a récemment porté une attention particulière aux opportunités et défis associés à l'intelligence artificielle (IA). L'adoption de l'IA offre des possibilités importantes pour soutenir une croissance économique durable, réduire les inégalités et promouvoir le respect de l'environnement, comme l'énonce la résolution du 11 mars 2024 du CES sur l'IA .

Quelles propositions face aux défis que représente l'I.A. pour le monde du travail ?

L'IA comme moteur du développement durable

L'intelligence artificielle présente un fort potentiel pour soutenir les Objectifs de Développement Durable (ODD) en contribuant à une meilleure gestion des ressources et à l'optimisation des processus industriels. Par exemple, l'IA permet de développer des solutions innovantes pour une consommation énergétique plus efficace et une réduction des émissions de gaz à effet de serre. Dans sa résolution sur l'IA , le CES souligne que l'IA peut être exploitée pour renforcer la croissance économique tout en respectant les principes de durabilité, en particulier en réduisant les inégalités sociales à travers l'amélioration des infrastructures numériques dans les pays en développement .

Les impacts de l'IA sur le marché du travail

L'une des grandes préoccupations soulevées par l'usage croissant de l'IA est son impact sur le monde du travail. L'automatisation et l'IA entraînent à la fois la disparition de certains emplois et la création de nouveaux postes dans des secteurs émergents.

Les compétences requises évoluent, demandant des qualifications plus techniques et une adaptation continue. Un rapport de l'OCDE met en avant la nécessité d'une formation adéquate pour les travailleurs afin qu'ils puissent s'adapter à ces changements, tout en soulignant les risques d'inégalités accrues dans le cas d'une inaction. La destruction potentielle d'emplois pourrait être effective dans les secteurs industriels de la logistique, et même celui des services. En effet, les tâches répétitives et manuelles sont les plus susceptibles d'être automatisées. Cela signifie que des emplois autrefois accessibles à une grande partie de la population peu ou pas qualifiée risqueraient de disparaître. Ce phénomène soulève des questions sur le chômage structurel, où les travailleurs affectés pourraient se retrouver sans emploi à long terme si leurs compétences ne sont pas rapidement ré-orientées vers des postes plus techniques ou créatifs.

De plus, les petites et moyennes entreprises (PME), souvent moins à même de s'adapter rapidement aux nouvelles technologies, elles peuvent subir des pertes de compétitivité face aux grandes entreprises qui intègrent l'IA de manière plus efficace, accentuant ainsi les inégalités économiques entre organisations. Par conséquent, la formation professionnelle devient essentielle pour permettre aux travailleurs de rester compétitifs dans un marché du travail en mutation. Les compétences techniques (telles que la programmation, l'analyse de données, et la compréhension des systèmes d'IA) et les compétences cognitives (comme la résolution de problèmes complexes et la pensée critique) deviennent de plus en plus prisées. Cependant, la mise en place de programmes de formations adaptées implique des investissements considérables de la part des entreprises et des pouvoirs publics. Si ces efforts ne sont pas uniformes, on risque de voir se développer une fracture numérique où certains travailleurs, mieux formés et plus qualifiés, profitent de l'IA, tandis que d'autres, moins qualifiés, peinent à s'adapter.

D'un autre côté, l'IA peut favoriser l'inclusion en créant des environnements de travail plus accessibles aux personnes en situation de handicap. De plus, des questions relatives à la confidentialité des données recueillies sur le lieu de travail émergent, ce qui nécessite de nouvelles réglementations et garanties.

Ensuite, l'usage de l'IA dans les processus de recrutement, d'évaluation des performances et de suivi des employés soulève d'importantes questions de confidentialité. De nombreuses entreprises utilisent désormais des outils d'IA capables de recueillir des données détaillées sur le comportement, la productivité et même les mouvements de leurs employés. Cette surveillance accrue peut être perçue comme intrusive, et poser des problèmes éthiques, notamment si elle aboutit à des discriminations fondées sur des données biaisées. Dans ce contexte, des lois et réglementations renforcées sont nécessaires pour protéger les droits des travailleurs, en garantissant que les données collectées restent anonymisées, qu'elles ne soient pas utilisées abusivement et qu'elles soient limitées à des objectifs clairement définis. Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) en Europe est un exemple de législation visant à encadrer l'utilisation des données, mais son application nécessite une vigilance constante face aux évolutions technologiques.

L'IA peut être intégrée dans les entreprises ce qui entraîne également un accès plus large à des informations sensibles et stratégiques. L'IA permet d'analyser de vastes volumes de données pour en extraire des insights, mais elle pose également des risques de fuite et de cyberattaque. Si des données essentielles à la compétitivité d'une entreprise venaient à être piratées, cela pourrait engendrer des conséquences économiques graves. Les entreprises doivent donc mettre en place des mesures de cybersécurité renforcées pour protéger leurs informations. Les entreprises qui externalisent des outils d'IA ou de traitement de données doivent s'assurer que ces prestataires respectent des normes strictes de sécurité, afin d'éviter des failles de sécurité potentielles.

données personnelles travailleurs

L'IA et la productivité économique : une promesse inégale

L'impact de l'IA sur la productivité est complexe et présente des résultats contrastés selon les contextes économiques. D'un côté, l'IA permet une automatisation accrue et l'optimisation des processus, ce qui améliore la productivité des entreprises (cela optimise la production) et des administrations publiques (par exemple dans la santé elle aide à diagnostiquer plus rapidement.)

Des études montrent que les entreprises qui adoptent ces technologies peuvent bénéficier d'une réduction des coûts opérationnels et d'une augmentation des marges de profit . Cependant, une fracture se creuse entre les pays

Les plus développés et les pays moins développés, notamment en termes de gains de productivité. En effet, les pays qui bénéficient de moins de qualification et d'infrastructures ont un accès restreint aux nouvelles formes de technologies. Ils risquent alors d'être laissés pour compte, exacerbant ainsi les inégalités globales

L'IA et les conditions de travail

Grâce à l'IA il y a de plus en plus d'automatisation des tâches. En effet, les tâches répétitives vont pouvoir être automatisées. Et l'IA permet de pallier le manque de personnel dans certains domaines notamment les services d'aide à la personne qui peuvent être remplacés par des robots. Elle permet aussi d'augmenter l'efficacité de la production grâce à des programmes et algorithmes qui automatisent des tâches complexes et accélèrent les processus. Cette automatisation réduit les coûts, améliore la productivité et stimule la croissance économique des entreprises. De plus, l'IA optimise les conditions de travail en réduisant la charge de travail des employés qui pourront s'occuper d'autres tâches . Cela contribue à créer des espaces de travail plus dynamiques et innovants.

En revanche, elle peut poser problème car les emplois dits intermédiaires vont pouvoir être complètement remplacés par des machines. Les machines apporteront plus de productivité à l'entreprise que des humains . Ce qui amènera les employeurs à moins embaucher et/ou licencier les travailleurs. De même avec le développement des nouvelles technologies et l'automatisation, les entreprises ont besoin de personnes plus qualifiées. Leurs revenus ainsi que leur demande de travail va augmenter, contrairement aux travailleurs non qualifiés qui voient leur revenu diminuer et leur demande chuter. Cela crée un écart croissant entre les travailleurs qualifiés et non qualifiés montrant ainsi des inégalités par rapport au progrès technique.

Améliorer la qualité des statistiques grâce à l'IA

Un autre domaine où l'IA apporte des bénéfices est la production de statistiques de qualité. L'IA peut aider à collecter, traiter et analyser les données plus rapidement et avec une précision accrue, notamment grâce aux techniques d'apprentissage automatique. Cela facilite le processus de prise de décision des gouvernements et des organisations internationales, en fournissant des indicateurs fiables pour suivre les progrès réalisés dans les ODD . Toutefois, des préoccupations éthiques subsistent quant à l'utilisation de ces technologies, notamment en ce qui concerne la transparence des algorithmes et les biais potentiels dans la collecte de données .

L'IA au service d'une gouvernance internationale renforcée

Le CES soutient l'idée d'une gouvernance internationale renforcée autour de l'usage de l'IA. Il est crucial de promouvoir des cadres réglementaires adaptés aux enjeux éthiques de l'intelligence artificielle, tout en favorisant l'innovation. C'est Pour cela qu'il est essentiel de renforcer la coopération internationale pour garantir que les avantages de l'IA soient répartis équitablement, surtout en ce qui concerne les pays à faible revenu. La France, à travers des rapports comme celui remis par Philippe Aghion au gouvernement, souligne l'importance de développer des stratégies nationales solides en matière d'IA, en s'appuyant sur des collaborations internationales. Le CES plaide pour que des efforts

concertés soient menés, à la fois au niveau national et international, afin d'assurer que l'IA contribue efficacement aux objectifs globaux de développement durable .

Chiffres à retenir :

- L'usage de l'IA pourrait générer jusqu'à 15,7 trillions de dollars dans l'économie mondiale d'ici 2030, dont 6,6 trillions uniquement issus d'une augmentation de la productivité .
- Les pays développés sont ceux qui bénéficieront le plus de ces gains, alors que les pays à faible revenu pourraient se voir ralentir dans leur développement, creusant ainsi le fossé technologique et économique .

En bref :

- Comment l'intelligence artificielle peut-elle soutenir les Objectifs de Développement Durable (ODD) ?
- Quels sont les impacts de l'IA sur le marché du travail ?
- Quels enjeux de confidentialité et de sécurité des données sont soulevés par l'utilisation de l'IA en entreprise ?
- L'usage économique de l'IA menace-t-elle l'équité dans les conditions de travail ?
- Comment l'IA influence-t-elle les conditions de travail ?
- Comment l'IA améliore-t-elle la production de statistiques de qualité et la prise de décision ?
- Quels efforts de gouvernance internationale sont nécessaires pour encadrer l'usage de l'IA ?

Liens utiles

Quelles propositions face aux défis que représente l'I.A. pour le monde du travail ?

-Résolution sur l'IA du 11 mars 2024 sur les opportunités de l'IA à saisir pour un développement durable (croissance économique, réduction des inégalités et respect de l'environnement...) :

<https://documents.un.org/doc/undoc/ltd/n24/065/93/pdf/n2406593.pdf>

- L'IA a des conséquences sur le monde du travail : les compétences attendues, la qualité du travail, la disparition de certains emplois, la création de nouveaux emplois, la collecte de données sur le lieu de travail et les problématiques de confidentialité associés, création d'environnements potentiellement plus inclusifs pour les personnes porteuses d'un handicap :

<https://www.oecd.org/fr/topics/sub-issues/ai-and-work.html>

<https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2024/01/14/ai-will-transform-the-global-economy-lets-make-sure-it-benefits-humanity>

<https://news.un.org/fr/story/2023/08/1137832>

<https://blogs.worldbank.org/fr/voices/destruction-creatrice-comment-mettre-les-promesses-de-l-intelligence>

[nce-artificielle-au-service-d-une-prosperite-partagee](#)

<https://www.sciencespo.fr/women-in-business/fr/actualites/article-artificial-intelligence-and-the-labor-market/>

-L'usage de l'IA peut avoir des effets contrastés sur la productivité :

<https://www.imf.org/fr/Publications/fandd/issues/2023/12/Macroeconomics-of-artificial-intelligence-Brynjolfsson-Ung>

-L'usage de l'IA peut engendrer une fracture de gains productivité entre les pays riches et les pays pauvres :

<https://www.polytechnique-insights.com/tribunes/digital/intelligence-artificielle-quelles-consequences-pour-le-travail/>

- L'IA au service d'une production de statistiques de qualité. L'usage de l'IA devrait permettre d'améliorer le processus de production des données , d'accélérer ce processus par le développement de tâches automatisées (« apprentissage automatique ») mais la qualité des statistiques et les problématiques éthiques sont questionnées par un développement de l'usage de l'apprentissage automatique.

https://unece.org/sites/default/files/2024-04/ECE_CES_2024_17_F.pdf

-Réduire le fossé entre les Etats dans l'accès aux IA

-Renforcer la coopération internationale dans l'utilisation de l'IA pour atteindre les ODD

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2024/04/02/les-enjeux-economiques-de-l-intelligence-artificielle>

Il y a aussi le rapport de P. Aghion remis au gouvernement

<https://www.vie-publique.fr/rapport/293444-ia-notre-ambition-pour-la-france?xtor=RSS-719>

